

# 4<sup>e</sup> RENCONTRE DÉBAT

**Mercredi 22 mai  
19h**

## Logement : une autre politique, c'est urgent !

Se loger est un véritable parcours du combattant dans notre pays. Les différentes dispositions gouvernementales n'ont pas permis d'augmenter significativement l'offre de logements.

La crise du logement s'aggrave et la spéculation immobilière dans de nombreuses villes s'accentue, avec des conséquences douloureuses pour une majorité de familles : loyers trop chers, menaces d'expulsion, logements insalubres et surpeuplés, etc.

Les franciliens sont obligés d'aller toujours plus loin pour trouver des logements à prix décents. On voit pourtant dans les villes de banlieue en deuxième ou troisième couronne de Paris, fleurir des logements sur la moindre parcelle constructible. Mais à qui sont-ils destinés ? Seront-ils accessibles ou alimenteront-ils la spéculation ?

A Aulnay où en est-on des constructions ? La ville a-t-elle construit assez en 10 ans ? Y a-t-il des logements inoccupés à Aulnay, dans quelle quantité ? Peut-on loger tous les demandeurs ?

Ensemble, nous allons répondre à ces questions et bien d'autres encore parce que nous voulons engager une réelle politique sociale du logement. Pour y parvenir, il faut abroger la loi Boutin et la marchandisation des HLM, mettre fin aux niches fiscales accordées aux promoteurs privés (11,7 Md €) et réorienter cette masse financière en faveur de la construction sociale.

Pour le printemps, le gouvernement prévoit un débat et une nouvelle loi sur le logement et la politique de la ville. **Avec le PCF et le Front de gauche, mobilisons nous pour que cette loi réponde aux attentes sociales et à l'urgence !**

## Les propositions du Front de Gauche

### 1- Mettre un frein à la spéculation

Ces 10 dernières années, les loyers en France ont doublé. Aulnay subit cette hausse également ! Elle est le résultat d'une spéculation immobilière intense. Nous refusons d'en être les victimes ! Ensemble, défendons :

- l'encadrement des loyers à la baisse, pour qu'ils ne dépassent pas 20% des revenus du ménage, charges comprises.
- le blocage des loyers et des charges en HLM, pour que les HLM restent des logements abordables pour les ménages populaires et les classes moyennes.

### 2- Assurer le maintien dans les lieux

La crise du logement frappe durement. C'est pour cela que nous voulons garantir le droit au maintien dans les lieux pour tous les locataires.

Ensemble, défendons :

- La fin des expulsions locatives, qui produisent des drames humains et familiaux en pleine période de crise du logement

### 3- Construire une nouvelle politique du logement

Les besoins en logement sont importants. Toutes les communes doivent faire un effort de construction d'HLM à des prix accessibles.

Ensemble, défendons :

- la réorientation des crédits du Livret A et d'Action Logement (1 % patronal) vers la construction sociale publique
- Le respect de la loi SRU (20 % de logements sociaux) partout et son extension pour répondre aux besoins de la population